

**Conférence du Groupe Initiatives Afrique "Comment refonder la dynamique de l'intégration régionale en Afrique : intégration ou désintégration ?",  
30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2017 à Yamoussokro, Côte d'Ivoire**

**[Quelques commentaires de ce document de présentation de la conférence]**

Jacques Berthelot ([jacques.berthelot4@wanadoo.fr](mailto:jacques.berthelot4@wanadoo.fr)), SOL, le 19 septembre 2017

**Programme 4<sup>ème</sup> conférence : Comment refonder la dynamique de l'intégration régionale en Afrique : intégration ou désintégration ?**

Cette 4<sup>ème</sup> conférence est la nouvelle étape d'une réflexion qui se poursuit et qui a visé successivement à faciliter les mutations nécessaires de la gouvernance en Afrique (conférence 2011), le renforcement de l'efficacité de l'Etat (conférence 2012) et la transformation en « opportunité historique » d'une vraie menace de « bombe à retardement » que pourraient représenter les frustrations de la Jeunesse Africaine (conférence 2014).

Bien que difficile à appréhender compte tenu de l'étendue et de la complexité du sujet, la réflexion d'aujourd'hui n'en est pas moins cruciale et dans le prolongement logique des conférences précédentes.

En effet, à un moment où sont remis en cause d'autres regroupements régionaux comme l'Union Européenne ou l'Alena, on peut se demander *a contrario* si, dans le contexte africain, comme le disait le Professeur Yoro Fall à l'issue de la conférence sur la jeunesse : « Dès qu'on réfléchit en profondeur sur ces sujets, tout s'enchaîne, informel, éducation, emploi, etc. et on constate que dans la résolution de tous ces paramètres, l'intégration est le *modus operandi* .»

La difficulté du sujet ne consiste pas seulement à démontrer au-delà des préjugés nationaux et internationaux la nécessité de l'intégration régionale spécifiquement dans le contexte africain, mais à faire un examen sans concession des avancées et des raisons des blocages auxquels, selon les zones, elle se heurte. Puis sur la base de ce travail d'analyse, d'empoigner la réalité de ce qu'il conviendrait de faire pour vraiment faire bouger les lignes aux niveaux national, régional et international, pour un meilleur devenir de l'Afrique.

Cela au cours des 4 sessions du programme qui suit, élaboré par le Groupe Initiative Afrique, et dont la seule ambition est de servir de fil conducteur aux échanges, pour susciter **critiques, commentaires, propositions et idées nouvelles...**

**Session1 : Par quoi se manifeste aujourd'hui l'urgence de l'intégration en Afrique ?**

**Session 2 : Comment refonder une crédibilité des dispositifs d'intégration africains?**

**Session 3 : Quelle mise en oeuvre concrète pour créer un nouvel élan (exemple d'application au cas CEDEAO) ?**

**Session 4 : Quelles mesures politiques nationales, régionales et internationales pour accompagner ce nouvel élan ?**

## 1<sup>ère</sup> session : Par quoi se manifeste aujourd'hui l'urgence de l'intégration ?

Il convient **d'actualiser** les raisons de **l'urgence** d'une intégration plus effective, spécifiquement dans le contexte africain. Il s'agit de regarder bien en face la situation actuelle et son évolution. Il semble évident qu'un certain nombre de **problèmes cruciaux** qui se posent aujourd'hui ne peuvent plus être traités suffisamment efficacement au niveau des Etats...

### 1-Le problème de la sécurité

Il se pose avec une acuité croissante dans de nombreuses régions :

- **La mobilisation internationale** pour pallier les déficiences de certains Etats à assurer leur défense, après quelques résultats spectaculaires, **marque le pas**. Le cancer de **l'économie mafieuse**, fortement intégrée, continue à proliférer. **Les attentats** inspirés par le fondamentalisme islamique **s'étendent...**

Quel est l'état véritable de la situation sur le terrain et son évolution prévisible?

- **Nos recommandations de 2012** (« Comment renforcer l'efficacité de l'Etat en Afrique ? ») **évoquaient** : le besoin de mutualisation des moyens de défense au niveau régional, le développement impératif d'une pensée stratégique par les Africains, la nécessité de réforme des armées dans certains pays, le bilan comparatif des opérations DDR, l'opportunité au niveau régional d'une cellule de réflexion stratégique, d'une industrie locale pour certaines gammes de matériel militaire, d'une école militaire à dimension régionale adaptée à l'évolution technologique. Qu'est-il advenu depuis ?

- **Le découpage des frontières** en Afrique, hérité de la colonisation puis sanctuarisé par l'Union Africaine, n'a pas tenu compte des **populations transfrontalières** (Touareg, Peuhl, Kanuri). L'intégration régionale est un bon moyen de dépasser cette contrainte des frontières via le développement de la coopération transfrontalière dans tous les domaines y compris la sécurité. Comment progresse-t-elle ?

- **L'interdépendance** de fait entre les pays (cf. l'impact de la déstabilisation de la Libye par une coalition internationale en dépit des mises en garde de l'Union Africaine !) et les continents (cf. l'Europe avec les vagues de migration récentes inédites dans l'Histoire) **devient d'une évidence croissante**. Certes, il y a moins de conflits inter-états que par le passé mais le danger de laisser proliférer des zones de non droit accrédite l'idée que le front se déplace vers la « guerre par morceaux » d'une nature déstabilisatrice à portée large et imprévisible. **La thématique sécurité tend à devenir « un bien public mondial »** et la coopération au niveau régional continental et international un impératif commun.

Quel bilan et quelles tendances caractérisent ces nouvelles prises de conscience et modes opératoires ? Dans quelle mesure les niveaux régionaux sont-ils mieux pris en compte par les plus grands pays et les organisations internationales ?

- **La notion de durée et de financement** doit être bien appréciée. Nous sommes entrés durablement dans de profondes turbulences impliquant des systèmes de **mutualisation**

**de l'effort financier** dans la durée et **d'optimisation des coûts d'intervention**. Ils impliquent de plus en plus une prise en compte par des armées africaines dont l'effort devra être partagé entre les pays. Comment se traduit cet idéal dans les faits quand on observe les difficultés de financement du G5 Sahel pourtant si nécessaire ? Comment assurer au mieux dans un environnement anormal la poursuite si nécessaire d'une activité économique normale ?

**Cet aspect sécuritaire est avant tout lié à la situation économique d'extrême précarité** d'une majorité de la population combinée dans certaines régions à une croissance démographique telle que jamais aucun pays n'a connu dans l'Histoire. Il souligne **l'impératif d'un développement économique accéléré et inclusif** et de la **prévention** (si tu veux la paix, prépare la paix ! )

## 2-La question économique

- la **création d'emplois** à hauteur de la croissance exceptionnelle de la population (d'ici 2050, 630 millions de personnes nouvelles arriveront sur le marché du travail) **supposerait le développement d'une production locale agricole et industrielle et de sa transformation à grande échelle**. Or cela est difficile aujourd'hui vue **l'étroitesse de la plupart des marchés nationaux** qui ne permet pas d'économies d'échelle. Il semble qu'aucun pays ne pourra réduire seul le problème de l'emploi, à la hauteur où il est posé ! Même si certains pays s'en sortent mieux, **ils restent dépendants de leur environnement et de la dégradation des pays alentours**, compte tenu de l'enchevêtrement historique des populations dépassant le cadre des frontières...

- **d'énormes richesses minières** reposent dans les sous-sols des pays les plus pauvres. Leur exploitation suppose **des investissements d'infrastructures d'une ampleur uniquement** concevable à un niveau régional, notamment des routes et moyens de communications. **Le statu quo** condamne ces pays à rester dans leur « trappe à pauvreté » et prépare la bombe à retardement de la jeunesse.

## 3-Education, santé, environnement

Ce sont les **conditions de tout développement véritable et durable**:

-**l'éducation** (et **la recherche**) sont des domaines où se joue de plus en plus la concurrence entre pays et blocs régionaux. Pour en faire **un avantage comparatif en liaison avec son poids numérique**, l'Afrique a besoin de se doter de structures humaines et matérielles suffisantes. Or chaque pays assure aujourd'hui péniblement les moyens d'une éducation de base de qualité médiocre. Leurs ressources sont insuffisantes pour la renforcer véritablement et pour se doter d'universités comparables aux grandes universités internationales.

-Au niveau de la **santé** dont le « coût caché » de l'insuffisance des moyens est considérable, les coûts de la recherche limitent les possibilités locales comme l'accès à des centres chirurgicaux de pointe. Ceci conduit aujourd'hui à des déplacements très onéreux à l'étranger, seulement accessibles à une petite minorité.

Ce qui est inenvisageable au niveau national au niveau de ces institutions ne pourrait-il

pas être **mutualisé** au niveau régional ?

Enfin, l'Afrique est le continent où les risques liés au **dérèglement climatique** sont les plus élevés au monde et où **les migrations** économiques et environnementales sont inévitables et prévisibles. A certaines conditions, les migrations ont été et peuvent être **un facteur bénéfique aussi bien pour le pays de départ que pour le pays d'accueil**.

Une **anticipation et une facilitation dans un cadre régional** ne seraient-elle pas en mesure de transformer ce risque de déstabilisation supplémentaire en facteur de développement?

En conclusion, la fragilité croissante des sociétés illustrée par tous ces dérèglements évoqués plus haut et leur situation d'interdépendance de fait, ne montrent-elles pas, en pleine application du **principe de subsidiarité** (entre des Etats faibles économiquement et un contexte d'interdépendance de plus en plus évident), l'urgence d'aller vers **l'échelon régional ? N'est-il pas devenu aujourd'hui la pièce maîtresse évidente du bon niveau d'articulation des dynamiques susceptibles d'éviter un vrai risque de désintégration** de nombreux Etats et sa contagion à un monde de plus en plus interdépendant? A contrario, ne peut-il pas devenir la pierre d'achoppement capable de relier les fameux « anneaux olympiques » du devenir africain ? A quelles conditions ...

## **2ème session : Comment refonder une crédibilité des dispositifs d'intégration africains ?**

Répondre à cette question suppose à partir d'un **diagnostic réaliste** de formuler une **nouvelle stratégie d'intégration et de mise oeuvre plus ambitieuse**.

A en juger par le nombre (200 organisations régionales se chevauchent aujourd'hui sur le Continent, avec redondances et incohérences) le principe de l'intégration régionale est en plein essor en Afrique.

Cependant **dans le domaine crucial de l'économie, le bilan est contrasté et globalement très insuffisant**. Une approche **pragmatique** conduit à se **concentrer en priorité sur les 5 régions définies par l'UA**, en prenant l'indicateur **du taux d'échange inter-pays [non, il faut dire intra-CER]**, qui, bien qu'imparfait (beaucoup échappe aux radars officiels), permet de dégager **deux ensembles** :

- en Afrique orientale autour de l'EAC (23% des échanges globaux en 2015) et en Afrique australe sous l'influence de l'Afrique du Sud autour de la SADC (15%), des zones sont effectivement en voie d'intégration économique, même si elle reste largement insuffisante en comparaison d'autres blocs : Asie (55%) Union Européenne (70%).

- Par contre les autres zones sont à des niveaux de commerce transfrontaliers nettement plus bas, voire insignifiants : CEDEAO (11%) COMESA (7%) CEEAC (5%) et UMA (2%). L'intégration économique non seulement marque le pas mais elle n'apparaît pas du tout dans le champ réel des préoccupations locales !

[Ces chiffres (dont on ne connaît pas l'origine) sont différents de ceux donnés par la CNUCED, à partir desquels on présente le tableau ci-dessous qui a l'intérêt de

différencier le degré d'intégration régionale pour tous produits et pour les seuls produits alimentaires.

#### % des échanges (exportations+importations) intra-CER sur les échanges totaux

	SADC	SACU	CAE	AO	COMESA	CEMAC	UMA	UE28	Asie
Moyenne 2010-16									
Tous produits	19,3%	6,5%	11,2%	9,2%	7,2%	3,9%	3,2%	60,5%	61,5%
Produits alimentaires	33,3%	29,3%	16,1%	10,8%	9,7%	3,7%	4%	71,7%	47,9%
2016									
Tous produits	21%	6,7%	11,5%	10,9%	7%	3,4%	3,3%	61,7%	60,8%
Produits alimentaires	31%	26,2%	18,3%	11,8%	10,3%	2,7%	3,5%	71,2%	47,5%

Source : base de données CNUCED; produits alimentaires : codes CTCI 1, 11, 22, 4

Si le degré d'intégration régionale – représenté par le pourcentage des échanges internes à une CER sur les échanges totaux – est incontestablement supérieur dans l'UE28 et en Asie à celui des CER d'ASS, le pourcentage des échanges internes de tous produits est très voisin entre l'UE28 et l'Asie mais celui des échanges alimentaires est très supérieur dans l'UE.

Pour les CER d'ASS la SADC – qui comprend 15 Etats, dont les 5 de la SACU (Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland) plus 10 autres (Angola, RD du Congo, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Seychelles, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) – est nettement la plus intégrée et encore plus pour les échanges alimentaires. La SACU est peu intégrée pour tous les produits mais beaucoup aussi pour les produits alimentaires. Ces différences s'expliquent en partie par le fait que les échanges totaux de l'Afrique du Sud avec la SADC étaient en 2016 le double de ceux avec la SACU et 2,8 fois pour les échanges alimentaires, sachant par ailleurs que l'Afrique du Sud a représenté 83% des échanges totaux de la SACU et 51% de ceux de la SADC.

La CAE vient ensuite, suivie de l'Afrique de l'Ouest (AO) et de la COMESA mais le degré d'intégration de la CEMAC et de l'UMA est très faible. Naturellement, comme indiqué dans le document, ces données sont à prendre avec prudence puisque les échanges informels sont mal connus, a priori surtout pour les produits agricoles à finalité alimentaire. Mais l'intégration régionale est ici un "bol de spaghettis" puisque la SADC comprend 7 Etats qui sont aussi dans le COMESA (RDC, Madagascar, Maurice, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe), la Tanzanie est aussi dans la CAE et le Mozambique est rattaché à la SACU dans l'APE SADC, tandis que 4 Etats de la SADC ont signé un APE distinct (Madagascar, Maurice, Seychelles, Zimbabwe).

Le tableau suivant explique en partie la différence d'intégration régionale pour les produits alimentaires entre les CER d'ASS et l'UE28 par la forte protection de l'UE28 – assurée aussi bien par des droits de douane que par des subventions internes – qui fait que sa consommation (correspondant à production+importations-exportations) est bien moins dépendante des importations que l'ASS pour quelques produits alimentaires de base.

Tableau 2 – Part des importations dans la consommation de produits alimentaires de base en 2016

	Blé tendre	Riz	Sucre	Poulet	PLE
Monde	23,5%	8,2%	32,9%	10,2%	30,4%
UE	4,4%	50,4%	20%	7%	0,1%
ASS	77,3%	45,2%	56,3%	45%	100%

Source : USDA Foreign Agricultural Service; PLE : poudre de lait écrémé]

**L'impact** sur l'amélioration des conditions de vie qu'on pourrait attendre de la croissance d'un marché intérieur **est donc faible à quasi inexistant dans certaines zones.**

En fait principalement dans ces zones, l'Afrique, région la plus ouverte au monde, est très **extravertie** [exact, d'où la contradiction avec le mantra selon lequel l'Afrique a besoin de s'intégrer plus au marché mondial pour se développer, un des objectifs proclamés par les textes d'APE]. Confrontée à beaucoup de handicaps, **elle ne participe pas à la chaîne de valeur internationale** [au contraire, elle y participe de trop, mais comme simple fournisseur de matières premières non transformées] et reste en grande partie dominée par des **logiques de rente** (exportation de matières premières non transformées, fonctions d'intermédiation sans prise de risque ni accumulation, secteur formel étroit) qui bénéficient à une partie restreinte de la population. Les pays africains ont réduit leurs barrières tarifaires (24% contre 30% en 1980) mais ont généralement refusé de faire une transition fiscale réduisant le poids des droits de porte sur lesquels reposent les budgets nationaux actuels [Ils ont raison car le secteur formel de l'économie est trop faible pour générer des impôts sur le revenu (des entreprises et particuliers) et de la TVA]. A cela s'ajoutent une productivité faible et des coûts de transaction énormes qui limitent la production locale par manque de compétitivité. Elle subit en outre la concurrence des produits importés [nouvelle contradiction puisque vous recommandez de réduire les droits de douane !] et la contrebande sur des frontières poreuses. On constate également la persistance de multiples blocages sur les routes...**Actuellement la « désintégration nationale » n'est-elle pas plutôt en train de grignoter l'intégration régionale ?** [C'est le cas en AO après la mise en oeuvre des APE intérimaires de CI et du Ghana ! La ministre des AE du Ghana affirmait lors de son audition au Parlement européen sur la ratification de l'APE intérimaire du Ghana que la baisse à 0 du droit de douane de 5% sur la poudre de lait n'est pas un problème pour le Ghana qui ne produit pratiquement pas de lait, un bel exemple de solidarité avec les éleveurs du Sahel malgré son plaidoyer pour l'intégration régionale.]

**L'intégration économique régionale effective** ne s'impose-t-elle pas comme seul moyen de créer un nouvel horizon pour construire des avantages compétitifs, à l'abri d'une protection douanière temporaire et un passage par l'import substitution dans certains secteurs ? **C'est la stratégie que tous les grands pays ont fait à un moment de leur histoire : créer un marché intérieur suffisant**, facilitant la construction d'avantages comparatifs, pour affronter la concurrence internationale. L'Afrique dernier espace économique en structuration est dans la logique du « latecoming » (dernier arrivant), face à une concurrence internationale bien établie et parfois déloyale...

**Cette mutation incontournable est-elle concevable dans l'environnement international actuel ?** Certaines marges de manoeuvre existent déjà aujourd'hui dans le cadre OMC (et ne sont pas toujours utilisées au maximum ...) et la communauté internationale n'est elle pas de plus en plus consciente des dangers d'une déstabilisation du continent et de **la nécessité d'une approche structurante pour l'Afrique ?** [En tous cas la France et l'UE plus largement ne semblent pas vouloir changer d'avis en continuant à imposer les APE qui vont réduire fortement les ressources budgétaires et la perte de compétitivité des Etats d'ASS et faire exploser le chômage et le terrorisme, et prioriser dans les aides de l'UE les dépenses militaires et la lutte contre les migrations vers l'UE est le contraire de ce qu'il faut faire].

**Au plan intérieur**, sortir du modèle rentier pour aller vers la structuration d'une économie plus productive impliquera forcément des changements de mentalité et surtout des remises en cause d'avantages existants créant des difficultés qu'il ne faut pas sous estimer. [Mais ce "modèle rentier" n'est-il pas promu par les multinationales, notamment européennes ?] Néanmoins n'est-ce pas à ce prix qu'il sera possible de sortir des blocages actuels et d'arriver à la véritable émergence, dont bénéficiera tout le monde ? **Il faudrait donc « oser » changer de modèle et d'ailleurs, finalement, ne surestime-t-on pas les difficultés de ce changement?**

Une partie de la réponse tiendra à **la façon de mettre en oeuvre cette nouvelle politique plus endogène et à son appropriation nécessaire par toutes les composantes de la société :**

**Elle doit se faire conjointement avec le secteur privé** qui est le véritable créateur de richesses et d'emplois, dans ses composantes nationales et internationales. Cela avec la conscience des équilibres à trouver entre groupes privés extérieurs, source nécessaire de capitaux et de partage de savoir faire et groupes nationaux qui émergent et qui, limités dans leurs marchés nationaux, tentent de se projeter de plus en plus hors frontières, avec eux aussi la problématique des latecoming. [Pour vous le "secteur privé" correspond aux grandes entreprises multinationales et africaines, alors que plus de 90% de la production vient de la petite paysannerie et du secteur artisanal informel : où sont-ils donc s'ils ne sont ni dans le secteur public ni dans le secteur privé ?]

**Le dialogue entre le public et le privé est donc capital** et peut s'inspirer des règles et de la méthode qui avaient fait le succès de la Communauté Européenne à ses débuts. (Raymond Barre les avait rappelées lors d'une conférence Europe Afrique d'Aspen : institutions de concertation en petit nombre, suivi nécessaire, contrôles... (voir dossier biblio)

Il convient de privilégier résolument « **l'intégration par les projets** » (leçon que fournit l'exemple des zones les plus dynamiques EAC et SADC) tout en profitant des avantages acquis par « l'intégration par les règles » (ex OHADA). Cela **en favorisant un double processus convergent** : des grands projets « d'en haut » créant des effets de contagion et d'entraînement et des myriades de projets d'« en bas » traduisant les innovations et les ingéniosités des acteurs du tissu économique et social.

Cette politique devra impérativement, dans de nombreux pays, **renforcer la gouvernance et la lutte contre l'impunité** face aux institutionnels et technocrates corrompus, qui font partie du problème de blocage actuel [s'il y a des Africains corrompus c'est parce qu'il y a beaucoup de corrupteurs étrangers, notamment européens]. **L'amélioration du climat des affaires** [une expression qui en dit long !] dans ce nouveau cadre de concertation et **les possibilités de recours judiciaire au niveau régional**, pourraient-ils y contribuer ? Quel dosage trouver entre la nécessaire répression de la corruption et la sensibilisation aux nouvelles perspectives économiques plus réalistes du nouveau modèle pour modifier positivement les comportements et susciter une plus grande adhésion générale à ce nouveau modèle?

**L'importance du volet social** de cette stratégie semble également capitale, ainsi que sa communication.

C'est **l'enseignement du Nepad** qui malgré des éléments très positifs (réflexion endogène sur le développement, contrôle de la gouvernance par les pairs, investissements en infrastructure), souffrait d'avoir été trop exclusivement inspiré par le haut avec une insuffisante « inclusivité » du secteur privé et de la société civile. Il faut **diffuser « l'envie d'intégration »** dans chaque **catégorie sociale qui à son tour « conscientisera » le politique. Comment l'associer pour qu'elle** perçoive dans le projet **les avantages concrets** qui la concernent: les personnes de la santé par rapport aux nouvelles structures médicales régionales, les citoyens par rapport aux possibilités de recours, les agriculteurs par rapport aux avantages des politiques sectorielles, etc. ?

Ceci est **particulièrement vrai pour les jeunes** qui sont au coeur de cette intégration (Conférence de 2014). Elle peut représenter l'horizon dont ils ont besoin ainsi qu'une formidable opportunité dont ils peuvent être les acteurs énergiques.

Il faut pour cela **mettre constamment l'emploi en tête des arbitrages** économiques et des projets partenariaux, **sans craindre d'innover par rapport au reste du monde**, qui n'a pas les mêmes problématiques ni le même contexte socio culturel. Comment s'assurer que ce cap sera bien maintenu et quelles idées pratiques peuvent être imaginées ?

Et **sans attendre** des résultats au niveau de l'emploi qui seront forcément **progressifs, comment** calmer leur vide actuel et leur impatience en les mettant « au centre de la politique » ? A quel **ensemble d'initiatives** pas forcément très onéreuses seraient-ils particulièrement sensibles : renforcement des échanges culturels, goût des voyage, « erasmus » africain étendu aux artistes aux apprentis, bourses de l'Unité africaine accompagnés d'un engagement civique, bourses de l'emploi, chaînes de TV économiques couvrant les régions, etc. ? ...

L'important ne serait-il pas avant tout de marquer la progression du processus par des **réalisations tangibles**, témoignant de l'intérêt qu'on leur porte ?

C'est donc **une vraie mutation de stratégie économique et sociale** dont il s'agit et qui n'est **pas irréaliste** car il ne faut pas sous-estimer **les atouts particuliers à l'Afrique** qui existent pour une telle ambition régionale. Ils doivent permettre de prendre confiance et **d'oser grand** :

**L'idéal panafricain reste bien présent.** Il existe une véritable communauté de destin et un besoin de revanche sur l'Histoire ainsi qu'une proximité culturelle et linguistique forte (3 langues officielles dans la CEDEAO contre 24 pour l'Union Européenne). Ce sont aussi **des sociétés du lien** et la notion de solidarité qui permettra de compléter cette politique de libre échange interne par de **nécessaires politiques de redistribution et de migration** facilitera leur acceptation.

Tenant compte de l'importance des religions en Afrique, n'a-t-on pas intérêt à **inclure les responsables religieux** dans cette sensibilisation communautaire au partage et à la lutte anticorruption ?

Enfin et surtout, il faut considérer que l'effet de regroupement facilitera le développement des investisseurs nationaux et l'engouement des investisseurs étrangers. Aujourd'hui le

monde entier considère que l'Afrique est la nouvelle frontière et chacun développe sa propre stratégie pour tisser des liens [Bel optimisme, qui ne correspond pas à la politique néo-coloniale de l'UE, dont la France].

N'est-ce pas aux Africains à définir face à des acteurs pluriels **leur stratégie propre**, combinant de façon pro-active les dynamiques internes et externes ? Les cartes qu'ont en main les acteurs africains ne seront-elles pas plus fortes s'ils sont regroupés ?

### **3<sup>ème</sup> session : Quelle mise en oeuvre concrète pour créer un nouvel élan? exemple d'application au cas CEDEAO**

La zone CEDEAO est une région **clé par son importance** (15 pays), **ses défis** (2 aires linguistiques et monétaires principales) [Je ne sais pas que les 8 monnaies non CFA se soient déjà regroupées dans la West Africa Monetary Zone] et **ses enjeux** (hétérogénéité et complémentarités, terrorisme et développement).

**4 choix stratégiques** semblent prioritaires compte tenu des réflexions qui ont précédé : **une nouvelle politique industrielle adossée en priorité sur l'agro-industrie et sur une PAC CEDEAO renforcée** (politique agricole commune), **une nouvelle politique monétaire d'extension d'un CFA modifié dans son fonctionnement et son volet financier et une nouvelle politique en matière de mobilités**. Chacune de ces politiques étant accompagnée de nécessaires mesures sociales, notamment en faveur des jeunes.

#### **1- l'agro-industrie, moteur de la croissance de la CEDEAO**

**L'agro-industrie (incluant l'élevage, la pêche et la foresterie)** représente **un enjeu prioritaire de politique industrielle pour la région**, pour plusieurs raisons :

La **croissance** du marché agroalimentaire mondial dans les prochaines années est **une certitude**, il va **doubler** dans les 10 prochaines années ! [S'il est certain que les besoins alimentaires vont augmenter fortement dans les pays à forte croissance démographique, l'Afrique en premier lieu, n'implique pas qu'ils vont doubler d'ici 10 ans, d'une part, et surtout pas qu'il faille que ces besoins soient satisfaits par le marché agroalimentaire mondial, une assertion qui révèle une stratégie au service de l'agrobusiness multinational, loin du recentrage sur la souveraineté alimentaire et les systèmes de production agrobiologiques !] Il s'agit du marché le plus **pertinent** pour créer les fameux **emplois** dont on a tant besoin (60% environ de la population vit aujourd'hui de l'agriculture.) La région dispose **d'atouts**, vue l'importance des terres arables et irrigables disponibles, et la diversité des climats et des types d'agriculture pratiqués.

Sachant qu'aujourd'hui pour 50% de sa consommation (80% pour les produits agricoles transformés !) l'Afrique est nourrie par le reste du monde alors que pratiquement tout peut être produit en Afrique [C'est totalement faux pour l'ASS : la consommation par habitant y a été en 2014 de 109 kg en céréales tropicales (maïs : 67,8 kg; mil : 12,6 kg; sorgho : 28,9 kg) contre 56,5 kg de blé (29,3 kg) et riz (27,5 kg) dont 20,3 kg d'origine ASS (7,6 kg pour le blé et 14,8 kg pour le riz). Donc au moins au niveau des céréales ce sont 131,7 kg qui sont d'origine ASS sur un total de 161,7 kg consommés, soit 81,4% d'origine subsaharienne. Comme par ailleurs une bonne partie des aliments glucidiques de base sont fournis par les tubercules (manioc, ignames, taros) et autres

bananes plantains, et que les pommes de terre importées n'ont représenté que 2,4% de la production (en 2013, pas de données récentes de FAOSTAT) c'est plus de 90% des aliments glucidiques qui sont produits en ASS], **un potentiel énorme d'import - substitution existe à condition de bien structurer le secteur** [à condition surtout de supprimer les APE qui obligent à réduire à 0 les DD sur les céréales hors riz en AO, et d'augmenter au contraire ces DD y compris sur le riz (il n'est qu'à 10% contre 75% en Tanzanie et 35% au Kenya, et à 26,3% dans l'UE en juin 2017 (175 euros la tonne pour un prix CAF de 665 euros mais les producteurs de riz de l'UE sont en outre bien subventionnés).]

D'où la nécessité **d'une politique concertée pour renforcer la synergie entre tous les intervenants de ce marché**: le secteur privé et les paysans (les véritables créateurs de richesse), les Etats (qui jouent un rôle fondamental s'agissant d'infrastructures, de recherche et développement, de formation, de fiscalité), les organismes de financement pour des investissements longs par nature.

Dans ce dialogue, la **structure régionale** a un rôle essentiel de coordination des politiques publiques, du soutien des partenaires au développement et d'aide à la négociation des grands accords commerciaux.

Sachant d'autre part que pour « transformer » industriellement à une certaine échelle, il faut non seulement accélérer l'intégration économique de la région, mais s'attaquer à **tous les obstacles liés aux coûts excessifs de production** (coupures d'électricité, fiscalité inadéquate, droits excessifs, règlement des problèmes du foncier et du financement agricole), cette **nouvelle stratégie endogène** est forcément une stratégie de construction globale au sens large.

**Le rôle du Public et sa mutation** sont donc essentiels aux plans **National et Régional**

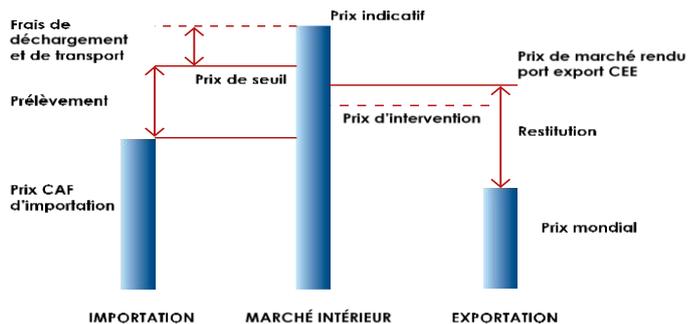
Au niveau régional c'est tout le défi d'une politique agricole commune qu'il faudrait **renforcer en s'inspirant** du très grand succès de la PAC européenne qui a été à la fois protectionniste et incitative. Une **nouvelle PAC CEDEAO** plus ambitieuse que les politiques agricoles actuelles PAU (UEMOA) et ECOWAP (CEDEAO) viserait davantage la « **souveraineté alimentaire** » **effective** à travers un engagement concret en matière de développement rural, de recherche et de vulgarisation et une régulation bien pensée du marché. [Certes et c'est là tout l'enjeu : comme vous le dites il faut s'inspirer du succès de la PAC qui a reposé essentiellement sur des prix stables et rémunérateurs de 1962 à 1992 grâce aux prélèvements variables à l'importation, selon le schéma suivant :

Le prix indicatif était le prix de gros fixé par la CEE pour la campagne agricole (de juillet à juin) en s'efforçant de l'atteindre par les prélèvements variables et des achats, qu'elle stockait, à un prix minimum dit d'intervention plus des subventions (« restitutions ») à l'exportation. La différence entre le prix indicatif et les frais de déchargement et de transport jusqu'au marché de gros de référence correspondait au prix de seuil et le prélèvement variable était la différence entre le prix de seuil et le prix CAF<sup>1</sup> à l'importation. Globalement les prix intérieurs des céréales ont été le double du prix mondial de 1970 à 1990. Comme le rendement du blé a augmenté en moyenne de

---

<sup>1</sup> CAF (coût, assurances, fret) : prix d'un produit arrivé au lieu (port, aéroport, gare) du pays d'importation, avant droits de douane. FAB (franco à bord) : prix d'un produit au lieu du pays d'exportation, droits de sortie payés.

135 kg par hectare et par an durant cette période et celui du maïs de 120 kg, soit plus vite que la consommation intérieure – d'autant que l'importation très peu taxée de substituts aux céréales dans l'alimentation animale (manioc, corn gluten feed, pulpes d'agrumes...), par exemple de 18,5 millions de tonnes (Mt) en 1992, a chassé les céréales de la CEE du marché intérieur (18 Mt en 1992) –, il en a résulté une accumulation de stocks invendables achetés aux prix d'intervention. Et les 29,2 Mt de céréales exportées en 1990 par la CEE à 12 ont nécessité 2,846 milliards d'euros (Md€) de restitutions, soit 97,4 euros (alors appelés écus) par tonne ou 64 % du prix FAB<sup>4</sup> à l'exportation de 151,8 euros.]



En effet tout en veillant à bien connecter le secteur au marché (d'où le rôle essentiel de l'entreprise qui vit dans cette rationalité), cette PAC doit pouvoir établir **une protection temporaire de ces industries** encore dans l'enfance pour faciliter les effets d'apprentissage et pour un certain nombre de **filières réalistes lisser les cours internationaux** par une protection intelligente pour se prémunir d'un marché international parfois dissymétrique (subvention) et souvent très volatil (Cf flambée des prix agricoles observée en 2008).

Elle peut également jouer un rôle essentiel dans les **négociations commerciales** en développant **une force de proposition** basée sur **la coordination et la défense des intérêts régionaux africains** dans le cadre des **APE qu'il convient de renégocier** sur un mode plus développementaliste que purement commercial [Non, il faut les arrêter purement et simplement et résilier ceux qui ont déjà été mis en œuvre car ayant été imposés par des manœuvres dolosives de la Commission européenne].

Cette politique de régulation intelligente doit même pouvoir imaginer **des mesures d'incitations** en faveur du monde agricole sous une forme adaptée au contexte (**subventions ou autres**) car il s'agit bien d'inciter les gens à rester dans les campagnes et même à y retourner ! [Pourquoi parler de subventions alors que les Etats d'ASS n'en ont pas les moyens, sauf quelques subventions aux engrais qui ne vont pas dans le sens de l'agroécologie, car globalement les paysans africains sont taxés (taxes à l'exportation notamment) et bénéficient de très peu de services publics par rapport aux citoyens. Non la seule solution nécessaire et crédible est de leur garantir des prix rémunérateurs et stables, notamment par des prélèvements variables, avec parallèlement un vaste programme de subventions aux produits viviers locaux pour la majorité de la population défavorisée : voir mon livre "Réguler les prix agricoles", L'Harmattan 2013)]

Sur le **plan social** il faut également assurer un volet fondamental à cette politique régionale sous deux aspects :

- rendre l'agriculture **plus attractive pour la jeunesse** à la recherche d'horizons économiques crédibles (petite mécanisation pour rendre moins dur le travail agricole, cadre de vie plus conforme aux aspirations modernes : équipement des villages, écoles, centres de santé, désenclavement physique et numérique, etc.)

- **adapter la politique à la diversité** des différentes zones agricoles et types de culture et filières notamment par une politique volontariste et pragmatique sur les **espaces pauvres du Sahel**. A souligner l'efficacité réelle et l'importance pour la sécurité de **microréalisations** qui permettent aux agriculteurs de ces zones de prendre en main leur développement

Tout ceci pose naturellement la question des **moyens à renforcer, notamment humains**, nécessaires à la CEDEAO pour satisfaire aux ambitions de cette nouvelle PAC. Aujourd'hui la structure à la commission en charge de la politique agricole comprend une quinzaine de personnes, l'équivalent à l'Union Européenne (DG Agri) compte plus d'un millier de personnes...

On voit là aussi l'intérêt de mutualiser au niveau régional un tel besoin de ressources humaines. Ceci devrait limiter **le coût des politiques publiques dans les pays et leur permettre de se concentrer sur leur part de réforme dans la mise en oeuvre de la politique générale** : ne pas tout faire (des privatisations et un développement des PPP sont nécessaires) et bien le faire (bonne gouvernance et ouverture au dialogue public privé).

## **2-une nouvelle politique monétaire** [\[excellente section, qui n'appelle pas de critiques\]](#)

Pour cela il est incontournable d'évoquer le franc CFA, sans tabou et de manière constructive. Non pas ici tant sous l'angle politique que sur un plan économique. Toute politique monétaire repose sur **deux piliers indissociables, la souveraineté et la confiance**.

La souveraineté est entendue ici dans le sens que la monnaie **ne peut être dissociée de la politique économique générale** dont elle est un des éléments importants.

Jusqu'à aujourd'hui dans l'espace francophone, le franc CFA a été dominé par le souci **de privilégier la confiance par un « transfert de crédibilité »** à travers la convertibilité garantie à un taux fixe avec le FF puis l'euro. Ceci présentant l'avantage de **protéger des attaques spéculatives et des chocs extérieurs** et d'assurer **une stabilité des prix**, dans un univers de large pauvreté.

Par contre cette fixité du taux de change avec l'euro rend le franc CFA dépendant de la politique européenne car strictement aligné sur un euro longtemps très fort (le FCFA s'est apprécié de plus de 30% entre 1994 et 2014.)

L'absence de politique contra-cyclique liée à la flexibilité du taux de change ne posait pas trop de problèmes dans une économie de rente, principalement extravertie vers la zone

euro. Par contre cela **favorisait les importations** notamment alimentaires aux dépens de l'agriculture et **pénalisait la majorité des industries** pour leur remontée en gamme de produits.

Or ce dont il est question aujourd'hui c'est d'un **changement de politique économique visant une nouvelle structuration de l'économie** intégrant les mutations rapides de sociétés jeunes, de plus en plus ouvertes sur l'extérieur, modifiant leur occupation de l'espace et leur mode de vie et assimilant les nouvelles technologies . De plus en plus d'acteurs construisent aujourd'hui leur modernité et tendent vers un développement de l'offre intérieure, notamment industrielle.

Cependant même si l'Afrique peut tirer un meilleur parti de son marché intérieur par une protection raisonnable et temporaire, **l'objectif reste de mieux s'insérer progressivement dans les chaînes de valeur mondiales**. Et pour cela elle doit impérativement **améliorer sa productivité** et faire baisser ses coûts de production (multiplier par deux les rendements et par trois la productivité du travail d'ici 25 ans).

**La monnaie doit s'inscrire dans cette politique et permettre une meilleure compétitivité des facteurs de production et des salaires** (bien que faibles en valeur relative CFA, ils sont pourtant surévalués dans la partie francophone par rapport à d'autres zones de production africaines : Nigéria, Ethiopie...)

C'est cette **vision endogène** adaptée à la réalité économique d'une économie en voie de développement bien différente des économies matures européennes qu'il faut assumer. Résoudre sa problématique propre passe donc par **une autonomie renforcée de la politique monétaire africaine et une déconnexion de l'arrimage fixe à l'euro**.

De même, conçu à l'origine comme un mécanisme d'assurance à l'égard des chocs exogènes, le compte d'opérations détenu auprès du Trésor français apparaît de plus en plus comme une **assurance contre les défaillances de la gouvernance africaine, engendrant des effets pervers** sur l'ajustement politico-économique indispensable pour s'insérer dans le cercle vertueux de la régionalisation et/ou de la mondialisation.

D'où **une anticipation** vraisemblable de dépréciation (souhaitable) du FCFA qui aujourd'hui **fait peur** en termes de fuite de capitaux et de renchérissement des importations et de coût de la vie sur les produits importés. C'est cela qui, ajouté à une crainte dans la perte de confiance de la monnaie, qui proviendrait d'une politique monétaire africaine aventureuse (des exemples de ce type sont nombreux en Afrique.), fait que **tout le monde s'accorde à voix basse sur la nécessité d'une évolution, mais rien ne bouge...**

Et pourtant là aussi **il faut oser car les défis posés et la gravité de l'enjeu n'offrent pas d'alternative crédible aujourd'hui**. Dans ce cas également, **la mise en œuvre peut être déterminante**, pour tenir compte de l'autre paramètre indispensable pour une monnaie saine, la confiance.

En effet **l'approche doit être « gradualiste »** et commencer par un simple changement négocié avec la France du **principe de fixité du taux de change** en l'alignant **sur un panier de monnaies** reflétant mieux la diversité des partenaires de l'Afrique. Ceci

pourrait permettre de concilier compétitivité et sécurité de convertibilité à travers un système de référence incontestable. (Dans le même esprit que l'étalon or préconisé un moment par le Général de Gaulle pour contrer la suprématie du dollar !). La maturité des équipes très expérimentées des Banques centrales et leur proximité avec les institutions françaises et européennes devraient pouvoir permettre de **trouver les bons équilibres**.

Ceci pourrait également **faciliter le rapprochement envisagé avec la zone Naira**.

### **3- Une nouvelle politique financière**

C'est un aspect fondamental du développement qui concerne plusieurs aspects dans lesquels **des évolutions importantes sont en cours et que l'intégration régionale peut dynamiser** :

#### **Financement du secteur privé :**

Un cadre régional renforcé **stimulera les investissements privés étrangers**, comme on l'observe dans les zones en voie de rapide intégration, tout en élargissant l'éventail des pays investisseurs, dont beaucoup pour le moment sont concentrés sur l'Afrique anglophone. [Non! Ces investissements étrangers ne sont mus que par le profit à court terme, impliquent des privilèges douaniers et fiscaux, voire l'accaparement des terres des paysans et des concessions des ressources minières.]

Au niveau fondamental des **PME locales**, elles commencent à bénéficier d'une meilleure offre de crédit liée à la **concurrence accrue entre les banques** et surtout à la nouvelle dynamique **de création de fonds et sociétés en capital investissement**. Elles permettent aujourd'hui aux PME, à travers **un financement et une assistance managériale**, de se développer au plan régional et d'exploiter les complémentarités des zones agricoles régionales.

#### **Financements régionaux.**

La BAD et la BOAD fournissent un financement essentiel au niveau des infrastructures dans un cadre stratégique coordonné avec la CEDEAO. Ce cadre pourrait **faciliter les arbitrages de répartition des nouvelles institutions mutualisées** (centres de recherche, université, santé..). L'effet de levier financier accru **dégagera également les Etats d'un poids financier conséquent**, ralentissant leur course actuelle un peu inquiétante à l'endettement.

La bourse de valeur régionale s'ouvrirait progressivement à des sociétés d'investissement agrégeant les nombreuses PME, **facilitant l'émergence des futurs champions africains** [les vrais champions africains qui nourrissent la population sont les 60% de petits paysans et les 30% de petits artisans et commerçants du secteur informel].

#### **Financement des Etats**

Le partage de financement pour les lourds investissements d'infrastructure nécessaires, combinée à une utilisation plus systématique des **PPP** pour mobiliser capitaux et ressources humaines privés, pourraient enfin **permettre à l'Etat de se concentrer**

**davantage sur ses tâches essentielles** notamment **la santé** et **l'éducation**, facteur clé du futur, insuffisamment prises en compte aujourd'hui.

#### **4- Une politique systématique de facilitation des mobilités**

La CEDEAO a déjà fait beaucoup pour les accroître (passeport commun notamment) mais **beaucoup reste à faire** concernant :

- les multiples blocages routiers qui persistent

- l'aménagement des territoires et notamment le désenclavement de certaines régions stratégiques, l'exploitation des complémentarités de zones, de bassin d'emplois et l'utilisation de frontières comme pôles de développement selon le concept « des pays frontières » ...

- Le développement d'un tourisme interafricain, les voyages de jeunes, les échanges culturels, les séjours linguistiques, des chaînes TV panafricaines « utiles » à la circulation d'idées, les bourses d'emplois régionales, etc.

#### **4ème session : Quelles mesures politiques nationales, régionales et internationales pour accompagner ce nouvel élan ?**

Quelles dynamiques politiques peuvent susciter un nouvel élan dans la dynamique régionale et quels obstacles doivent-elles franchir ?

##### **1-Au plan national**

**Des résistances sont à attendre** car au-delà de renouer avec l'idéal panafricain passablement érodé, c'est à **un changement de modèle et d'habitudes** auxquels les politiques et les administrations sont conviés.

Mais **c'est aussi la chance de sortir d'une situation de plus en plus intenable** devant tant d'exigences à satisfaire et des ressources limitées par nature : droits de douane et assiette fiscale insuffisants (20% du PNB), secteur formel réduit et entravé par beaucoup de contraintes.

D'où un « **court-termisme** » ambiant qui ne facilite pas les bons choix stratégiques, un manque de confiance dans l'avenir qui entretient **la corruption**, un malaise grandissant et **une perte de crédibilité des politiques**, sans parler de toutes les autres métastases, de l'émigration clandestine au djihadisme qui touchent tous les pays, même ceux qui pensent pouvoir s'en sortir seuls...

Or jouer à fond la dynamique régionale peut **procurer aux politiques des avantages immédiats** : un **cadre stratégique à long terme** plus réaliste qui facilite les bons choix, **une aide à la décision** avec l'accès à des ressources mutualisées conséquentes, **l'appui pour les financements** de solutions au niveau éducation, qui permettront enfin de toucher le dividende démographique et santé qui remédieront à tant de souffrances cachées. Mais aussi la possibilité de **fournir à la jeunesse le fameux horizon crédible**, l'utopie positive dont elle a besoin et dont elle sera actrice, et de pouvoir **payer davantage les fonctionnaires** en limitant la corruption.

**Cela tout en gardant leur pouvoir politique** complété par des missions de négociation et d'arbitrage importantes au niveau régional (politique de redistribution régionale pour équilibrer les pôles de développement, négociations commerciales, etc.) qui les sortirait de leurs champs nationaux dominés par la politique politicienne.

**Le bon équilibre décisionnel avec l'échelon régional** devrait pouvoir fonctionner à partir des structures et règles de fonctionnement actuelles à la condition de bien les doter de moyens matériels et humains suffisants.

Cette **mutation forcément progressive** ne se fera pas sans **beaucoup de travail, tensions et arbitrages difficiles** entre les avantages acquis et les nouveaux bénéficiaires. Le switch du système vicieux de la rente vers l'économie productive, qui passera probablement par une légère dépréciation du FCFA ne fera pas à court terme que des heureux et prendra un certain temps avant que l'élasticité progressive de la production et ses revenus prenne le relais sur certaines rentes. Ces périodes de tension ne devront cependant **pas influencer sur le cap** et pour cela la **conscientisation de la société civile et de la jeunesse**, principale intéressée à ces enjeux, est indispensable pour jouer leur rôle citoyen de garde fou.

Enfin il s'agit **de renouer avec les objectifs du Nepad avec une population davantage engagée** pour éradiquer les vieilles habitudes et s'engager dans le mouvement et dans l'action. **L'adhésion des chefs d'Etats est importante** et devrait se faire normalement car une analyse objective montre **qu'effectivement le potentiel est immense, enfin à la dimension des richesses du continent et de sa population.**

## **2-Au plan régional**

**Une contradiction** existe entre le constat d'**une certaine méfiance entre les blocs anglophones (surtout le Nigéria) et francophones** et **l'ardeur que met le Maroc** à vouloir rejoindre la CEDEAO. Ceci pose le problème de **la pertinence des ensembles** et de la **limite des fondements** qui justifient l'élan régional. Toute intégration régionale fonctionnant comme un mélange de principes et de pragmatisme...

**Le cas du Maroc est édifiant.**

**Son souhait d'adhésion à la CEDEAO tord le principe de proximité géographique** qui a présidé au découpage des 5 régions par l'Union Africaine [\[ainsi qu'au principe de laïcité de l'UA, l'Islam étant la religion d'Etat du Maroc\]](#). Par contre si l'objectif économique et sécuritaire doit primer aujourd'hui comme analysé, il est évident que **la CEDEAO peut fortement bénéficier de cette adhésion.**

Plusieurs arguments vont donc dans ce sens :

- **l'aspect sécuritaire** fondamental serait renforcé au niveau de la coopération militaire face à des mouvements djihadistes qui s'intègrent [\[si l'on s'en tenait à l'aspect sécuritaire \(qui n'est pas prioritaire\) c'est plus l'adhésion de l'Algérie qui devrait être recherché\]](#). La stratégie de formation d'imams modérés de tendance soufie y contribuerait.

- une adhésion du Maroc peut contribuer à **débloquer la situation** génératrice d'inertie des relations entre le Nigéria et le bloc UEMOA [qui a dit cela, pourquoi et comment ?].

- le Maroc est généralement dans des conditions de **complémentarité au niveau agricole** [sûrement pas au niveau du DD sur le riz qui est de 50%, ni sur la poudre de lait qui est de 100% (et même de 81,4% sur celui importé de l'UE dans l'accord d'association UE-Maroc)] et compte tenu de son dynamisme industriel peut **dans une logique d'entraînement par pôle** contribuer au développement de la région entière.

- il peut **équilibrer l'autre pôle important que constitue le Nigéria** avec lequel la confiance s'établira progressivement à travers la fréquence des contacts politiques, les relations d'affaires et la multiplication des échanges linguistiques et artistiques entre jeunes.

Par contre **la mise en oeuvre** supposera aussi **de bien tenir compte** du fait que l'avance agricole et industrielle du Maroc, notamment en productions vivrières et sa politique d'exportation dynamique ne nuisent aux développements en cours de la production vivrière des pays environnants [Il faut modérer ce jugement car le Maroc a une balance alimentaire déficitaire avec tous pays (de 441,4 millions de dollars en moyenne de 2013 à 2016), même s'il est excédentaire sur l'Afrique (178,6 millions de dollars) et notamment sur l'Afrique de l'Ouest (210,2 millions de dollars)]. **Des conflits d'intérêts potentiels sont à bien anticiper et à négocier. Des arbitrages et des « écluses internes » seront nécessaires** pour les mises à niveau et les transitions permettant les apprentissages nécessaires vis à vis des pays encore mal spécialisés. Ce qui justifie parfaitement **une période de négociation en concertation avec les acteurs économiques et de transition.**

Ces notions de **progressivité** pour compenser des déséquilibres temporaires dans une **logique gagnant-gagnant** à terme sont indispensables à prendre en compte. L'exemple de l'Europe incite à ne pas reproduire les erreurs qui ont marqué son élargissement trop rapide, en rupture avec le processus progressif et pragmatique qui avait présidé à la construction de l'Europe des 6 et **aux Trente Glorieuses**. En comparaison, **l'Union Asiatique** s'est constituée pratiquement sans institutions par la dynamique des projets.

D'où l'importance **du bon dosage** entre volontarisme des principes et pragmatisme de l'action.

**L'extension de la région CEDEAO** à d'autres pays, la coordination avec **d'autres régions**, ainsi que l'articulation de l'échelon régional -sans doute le plus pertinent pour régler l'aspect économique - **avec l'Union Africaine** qui reste l'objectif de long terme - devra tenir compte de ces considérations.

### **3-Au plan international**

La communauté internationale commence à comprendre que la montée en puissance de l'Afrique est le seul moyen d'éviter une descente aux enfers pour tout le monde (en 2100 un habitant sur trois de la planète sera africain) et que l'Europe, la plus concernée, a un rôle très important à jouer dans cette orientation vers les bons ou les mauvais scénarios.

L'hypothèse du bon scénario à la hauteur du défi africain pourrait reposer sur trois éléments :

1-une **mobilisation globale** des flux financiers nationaux (épargne publique et privée, micro finance et finance informelle décentralisée) combinée à un **accroissement des partenariats public/privé** [avec les 95% de la population composée de petits paysans, artisans et commerçants informels?] **et des flux publics internationaux.**

Pour permettre **une meilleure allocation des ressources**, l'ensemble des soutiens extérieurs très dispersés aujourd'hui doit être **mieux coordonné** en fonction des **véritables priorités** des politiques publiques africaines, définies par eux-mêmes au niveau le mieux adapté, c'est à dire régional. Ainsi, à travers **un cadre stratégique de long terme**, la structure régionale deviendrait le grand vecteur de cohérence et d'efficacité pour tous les partenaires

**On pourrait aussi imaginer un financement** auquel participerait la communauté internationale conçu dans un schéma de type plan Marshall. Celui-ci basé sur le principe d'une aide considérable mais provisoire, pourrait grandement faciliter le décollage avec la conviction que compte-tenu du modèle sain et pérenne qui est visé, la relève sera effectivement prise par les Africains.

2- **La préférence pour le « trade »** [Préférence de la population africaine ou des élites corrompues et des multinationales avides de s'ouvrir de nouveaux marchés ?] doit être mieux prise en considération. Le préalable à une montée en puissance industrielle ne se fera pas **sans modifier l'architecture du commerce mondial** (et plus généralement de la gouvernance mondiale en général qui pose problème aujourd'hui) pour faciliter l'émergence nécessaire du dernier continent arrivant [arrivant où ? On a vu qu'il était le continent le plus intégré dans le commerce mondial !].

La **renégociation des APE** doit être acceptée et encouragée et **un plus grand accès aux marchés européens participerait véritablement à la consolidation du modèle** [Pure folie ! Demander un accroissement de l'accès au marché de l'UE au-delà des 100% déjà actés par les APE veut dire quoi ? Et de quelle consolidation de quel modèle s'agit-il ? Il faut au contraire que l'UA et l'UE renoncent définitivement aux APE pour que l'ASS et qu'elle puisse utiliser les mêmes outils de protection qui ont été à la base de son développement et intégration régionale pour elle ait un minimum de chance de ne pas s'effondrer dans beaucoup plus de chômage et de criminalité!]

L'Allemagne notamment mieux disposée aujourd'hui vis à vis de l'Afrique pourrait le prendre en compte [mais son projet de plan Marshall va aussi dans le sens d'accroître les exportations de l'Afrique vers l'UE et je cite en anglais : "*While the plan calls for increased market access for African exports, it does not address the frequent disconnect of European development-and trade policy... Germany's stated goal is to promote job creation and increase value added exports. For this to be genuine, EPA's have to uphold the integrity of regional blocks, leave policy space for industrial policies, and refrain from dumping subsidized agricultural products into African markets.* (<http://africasacountry.com/2017/03/germanys-marshall-plan-for-africa/>)]

3- Enfin **la notion de migration** qui peut être **un élément de consolidation mutuelle** doit être davantage perçue comme telle, **réfléchie et organisée en conséquence**, avec une notion de liens à tisser, riches de promesses pour les coopérations du futur.

La régionalisation ouvre un nouveau modèle crédible d'expansion partagée pour les deux continents voisins (et pour le monde en général) à condition d'agir maintenant et de mettre la Jeunesse, à la fois la plus concernée et la plus réceptive, en mouvement dans ce sens sur les deux continents.